

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL FINANCES

F. 2003 — 3210

[C — 2003/03423]

11 JUILLET 2003. — Arrêté royal relatif au Conseil d'agrément des agents de change et au titre d'agent de change

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 2 août 2002 relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers, notamment les articles 21, alinéa 1^{er}, 140 et 148;

Vu l'arrêté royal du 3 avril 2003 fixant la date d'entrée en vigueur de certaines dispositions de la loi précitée;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant que l'entrée en vigueur de l'article 21, alinéa 1^{er} précité, en date du 1^{er} juin 2003, implique la prise d'un arrêté royal d'exécution; que le présent arrêté royal se substitue au règlement du Conseil d'agrément des agents de change, approuvé par l'arrêté ministériel du 19 juin 2001, pris en exécution de l'article 26 de la loi du 6 avril 1995 relative au statut des entreprises d'investissement et à leur contrôle, aux intermédiaires et conseillers en placement abrogé par la mise en vigueur de l'article 140 de la loi du 2 août 2002 précitée, et n'y apporte pas de modification fondamentale; qu'il convient dès lors d'arrêter les présentes dispositions sans tarder;

Sur la proposition de Notre Ministre des Finances,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE I^{er}. — Dénomination et objet

Article 1^{er}. § 1^{er}. Le Conseil d'agrément des agents de change jouit de la personnalité juridique.

§ 2. Aux articles 1^{er}, 2, 3, 4, 5, 6, 8, 11, 12, 25 et 31 du présent règlement, on entend par agent de change : les personnes physiques porteuses du titre d'agent de change, d'agent de change honoraire et les agents de change en interruption de carrière, en application du présent règlement.

Art. 2. Le Conseil d'agrément des agents de change a pour objet :

1. De conférer, conformément au présent règlement le titre d'agent de change ou d'agent de change honoraire aux personnes qui en font la demande et qui remplissent les conditions fixées au présent règlement;

2. De retirer ou de suspendre, conformément au présent règlement, le titre d'agent de change si les conditions d'octroi ou de maintien, prévues au présent règlement, ne sont plus remplies;

3. D'exercer la discipline sur les agents de change, conformément aux dispositions du présent règlement.

Art. 3. Les agents de change paient une cotisation dont le montant annuel est fixé par l'assemblée générale prévue aux articles 4 et suivants du présent règlement.

CHAPITRE II. — Gestion et fonctionnement

Section 1^{re}. — L'assemblée générale

Art. 4. L'assemblée générale des agents de change est composée de toutes les personnes physiques visées à l'article 1^{er}, § 2.

Une liste des agents de change est publiée annuellement par le Conseil d'agrément.

Art. 5. L'assemblée générale se réunit au moins une fois par an dans le courant du mois de juin. La date et les modalités de cette réunion sont fixées par le Conseil d'agrément et communiquées aux agents de change, conformément à l'article 6.

Elle se réunit valablement quel que soit le nombre d'agents de change présents.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST FINANCIEN

N. 2003 — 3210

[C — 2003/03423]

11 JULI 2003. — Koninklijk besluit betreffende de Erkenningsraad voor effectenmakelaars en de titel van effectenmakelaar

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 2 augustus 2002 betreffende het toezicht op de financiële sector en de financiële diensten, inzonderheid op artikelen 21, eerste lid, 140 en 148;

Gelet op het koninklijk besluit van 3 april 2003 tot vaststelling van de datum van inwerkingtreding van sommige bepalingen van de voornoemde wet;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen door de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de inwerkingtreding van voornoemd artikel 21, eerste lid, op 1 juni 2003, met zich meebrengt dat een koninklijk besluit ter uitvoering wordt genomen; en dat het huidige koninklijk besluit dat het reglement van de Erkenningsraad voor effectenmakelaars, goedgekeurd bij ministerieel besluit van 19 juni 2001, genomen in uitvoering van artikel 26 van de wet van 6 april 1995 inzake het statuut van en het toezicht op de beleggingsondernemingen, de bemiddelaars en beleggingsadviseurs afgeschaft door de inwerkingtreding van artikel 140 van voornoemde wet van 2 augustus 2002 vervangt, geen fundamentele wijziging eraan brengt; dat het bijgevolg onverwijld de huidige bepalingen dienen te worden getroffen;

Op de voordracht van Onze Minister van Financiën,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK I. — Benaming en doel

Artikel 1. § 1. De Erkenningsraad voor effectenmakelaars bezit rechtspersoonlijkheid.

§ 2. In de artikelen 1, 2, 3, 4, 5, 6, 8, 11, 12, 25 en 31 van het huidige reglement, verstaat men onder effectenmakelaar : de natuurlijke personen drager van de titel van effectenmakelaar, ere-effectenmakelaar en de effectenmakelaars in loopbaanonderbreking, in toepassing van het huidige reglement.

Art. 2. De Erkenningsraad voor effectenmakelaars heeft tot doel :

1. Om overeenkomstig het huidige reglement, de titel van effectenmakelaar of ere-effectenmakelaar toe te kennen aan de personen die de aanvraag hebben ingediend en die aan de voorwaarden, vastgesteld in het huidige reglement, voldoen;

2. Om de titel van effectenmakelaar terug in te trekken of te schorsen, overeenkomstig het huidige reglement, als de toekenningsvoorwaarden of behoudsvoorwaarden, voorzien in het huidige reglement, niet meer vervuld zijn;

3. Om overeenkomstig de bepalingen van het huidige reglement over de effectenmakelaars tucht uit te oefenen.

Art. 3. De effectenmakelaars betalen een bijdrage waarvan jaarlijks het bedrag wordt bepaald door de algemene vergadering, voorzien in de artikelen 4 en volgende van het huidige reglement.

HOOFDSTUK II. — Het beheer en de werking

Afdeling 1. — De algemene vergadering

Art. 4. De algemene vergadering van de effectenmakelaars is uit al de natuurlijke personen, bedoeld in het artikel 1, § 2, samengesteld.

Een lijst van de effectenmakelaars wordt jaarlijks door de Erkenningsraad uitgegeven.

Art. 5. De algemene vergadering komt ten minste eenmaal per jaar in de loop van de maand juni bijeen. De datum en de vorm van deze vergadering zijn door de Erkenningsraad vastgelegd en aan de effectenmakelaars meegedeeld, overeenkomstig artikel 6.

Zij komt rechtsgeldig bijeen, welk aantal aanwezige effectenmakelaars er ook is.

Les décisions sont prises à la majorité des votes exprimés, sans tenir compte des abstentions.

Art. 6. A cette assemblée, le Conseil d'agrément présente un rapport sur son activité pendant l'année et soumet à son approbation le compte annuel des recettes et des dépenses et le budget pour le nouvel exercice, conformément à l'article 12.

Le Conseil d'agrément peut convoquer l'assemblée générale chaque fois qu'il le juge utile. Il doit la convoquer lorsque le cinquième des agents de change le demande par écrit, en indiquant l'objet qu'ils désirent voir porter à l'ordre du jour.

Les convocations sont adressées pour l'assemblée générale ordinaire, au moins trente jours à l'avance, et pour l'assemblée générale extraordinaire, au moins quinze jours avant la réunion; elles mentionnent l'ordre du jour.

Les comptes sont dressés conformément au modèle arrêté par le règlement d'ordre intérieur et sont communiqués par extrait aux agents de change. Ils doivent être tenus à la disposition de ceux-ci, aux fins de consultation, par les soins du trésorier, pendant les quinze jours qui précèdent l'assemblée générale.

Section 2. — Le Conseil d'agrément des agents de change : composition - fonctionnement - compétences. Secret professionnel

Art. 7. § 1^{er}. Le Conseil d'agrément est composé de six membres élus au scrutin secret pour un terme de six ans par l'assemblée générale, parmi les agents de change porteurs du titre depuis plus de trois ans.

Les candidatures doivent être déposées quinze jours avant l'assemblée générale.

Leur mandat, qui expire le jour même de l'assemblée générale annuelle, est rémunéré et renouvelable. Le montant de la rémunération est fixé par l'assemblée générale des agents de change.

La moitié des membres sort tous les trois ans. Les premières sorties sont réglées par le sort.

§ 2. Le Président du Conseil d'agrément est nommé par le Ministre des Finances, sur proposition du Conseil, parmi ses membres. Son mandat est renouvelable.

§ 3. En cas de démission ou de décès d'un de ses membres, le Conseil d'agrément pourvoit à son remplacement dans les plus brefs délais. Dans ce cas, la désignation du nouveau membre sera soumise à l'approbation de l'assemblée générale suivante. Le membre ainsi nommé achève le mandat de celui qu'il remplace.

§ 4. Le Conseil d'agrément désigne parmi ses membres un trésorier.

§ 5. Le Conseil d'agrément organise son secrétariat.

§ 6. Le Conseil d'agrément arrête son règlement d'ordre intérieur.

§ 7. Le Conseil d'agrément se réunit aussi souvent que l'exercice de sa mission le requiert, sur convocation de son Président ou de deux de ses membres. Le Conseil d'agrément ne se réunit valablement que si la moitié de ses membres est présente ou représentée; nul ne pouvant être titulaire de plus d'une procuration. Ses décisions qui sont prises à la majorité des membres présents ou représentés sont motivées. En cas de parité des voix, celle du Président est prépondérante.

Art. 8. Le Conseil d'agrément est seul compétent pour veiller à la sauvegarde de l'honneur, des droits et des intérêts professionnels communs des agents de change.

Il confère le titre d'agent de change et d'agent de change honoraire et exerce la discipline sur les agents de change conformément au présent règlement.

Art. 9. Il est dressé un procès-verbal de chaque réunion. Ce procès-verbal est présenté à l'approbation du Conseil d'agrément lors de la séance suivante.

Art. 10. § 1^{er}. Le Conseil d'agrément, son président et ses membres, les membres de son secrétariat ainsi que les personnes ayant exercé par le passé les fonctions précitées sont tenus au secret professionnel et ne peuvent divulguer à quelque personne ou autorité que ce soit les informations confidentielles dont ils ont eu connaissance en raison de leurs fonctions.

De beslissingen worden genomen met meerderheid van de uitgebrachte stemmen, zonder rekening te houden met de onthoudingen.

Art. 6. Op deze vergadering, stelt de Erkenningsraad een verslag voor over haar activiteiten gedurende het jaar en de hem voor goedkeuring voorgelegde jaarrekeningen van ontvangsten en uitgaven en de begroting voor het nieuwe aanslagjaar, overeenkomstig artikel 12.

De Erkenningsraad kan de algemene vergadering bijeenroepen telkens hij het nuttig acht. Hij moet ze bijeenroepen als één vijfde van de effectenmakelaars het schriftelijk vraagt, meldend welk onderwerp zij wensen op de dagorde geplaatst te zien.

De uitnodigingen voor de gewone algemene vergadering worden, ten minste dertig dagen op voorhand, verstuurd, en voor de buitengewone algemene vergadering, ten minste vijftien dagen voor de vergadering; zij vermelden de dagorde.

De rekeningen worden opgemaakt overeenkomstig het model vastgelegd door het intern reglement en worden door middel van een uittreksel aan de effectenmakelaars bekendgemaakt. Zij moeten ter hunner beschikking gehouden worden, ten einde te worden geconsulteerd, door de penningmeester, gedurende de vijftien dagen die de algemene vergadering voorafgaan.

Afdeling 2. — De Erkenningsraad voor effectenmakelaars : samenstelling - werking - bevoegdheden. Beroepsgeheim

Art. 7. § 1. De Erkenningsraad is samengesteld uit zes leden gekozen bij geheime stemming voor een termijn van zes jaar door de algemene vergadering, uit de effectenmakelaars die de titel reeds meer dan drie jaar dragen.

De kandidaturen moeten vijftien dagen voor de algemene vergadering worden neergelegd.

Hun mandaat, welke de dag van de jaarlijkse algemene vergadering verstrijkt, is bezoldigd en hernieuwbaar. Het bedrag van de bezoldiging is vastgelegd door de algemene vergadering van de effectenmakelaars.

Elke drie jaar treedt de helft van de leden af. De eerste aftredingen worden bij loting geregeld.

§ 2. De Voorzitter van de Erkenningsraad is benoemd door de Minister van Financiën, op voorstel van de raad, uit zijn leden. Zijn mandaat is hernieuwbaar.

§ 3. In geval van ontslag of overlijden van een van zijn leden voorziet de Erkenningsraad, op zo'n kort mogelijke termijn, in zijn vervanging. In dat geval zal de aanstelling van het nieuwe lid op de volgende algemene vergadering ter goedkeuring worden voorgelegd. Het aldus benoemde lid voltooit het mandaat van degene die hij vervangt.

§ 4. De Erkenningsraad wijst onder zijn leden een penningmeester aan.

§ 5. De Erkenningsraad stelt zijn secretariaat samen.

§ 6. De Erkenningsraad stelt zijn reglement van inwendige orde vast.

§ 7. De Erkenningsraad vergadert telkens wanneer de uitoefening van zijn opdracht het vereist, op voorstel van de Voorzitter of van twee van zijn leden. De Erkenningsraad komt slechts rechtsgeldig samen indien de helft van zijn leden aanwezig is; niemand kan titularis zijn van meer dan één volmacht. Zijn beslissingen die worden genomen bij meerderheid van de aanwezige of vertegenwoordigde leden zijn gemotiveerd. Bij gelijkheid van stemmen, is deze van de Voorzitter doorslaggevend.

Art. 8. De Erkenningsraad is de enige bevoegde om te waken over de bescherming van de eer, de rechten en de gemeenschappelijke beroepsbelangen van de effectenmakelaars.

Hij verleent de titel van effectenmakelaar en ere-effectenmakelaar en oefent toezicht uit over de effectenmakelaars overeenkomstig het huidige reglement.

Art. 9. Er wordt van elke vergadering een proces-verbaal opgemaakt. Dit proces-verbaal wordt, bij de volgende zitting van de Erkenningsraad, ter goedkeuring voorgelegd.

Art. 10. § 1. De Erkenningsraad, zijn voorzitter en zijn leden, de leden van zijn secretariaat, alsook de personen die de voornoemde functies voorheen hebben uitgeoefend, zijn gebonden door het beroepsgeheim en mogen de vertrouwelijke informatie waarvan zij kennis hebben gekregen bij de uitoefening van hun taken, niet onthullen, aan welke persoon of autoriteit ook.

§ 2. Nonobstant le § 1^{er}, le Conseil d'agrément peut communiquer des informations confidentielles :

- 1° à la CBF, pour les domaines relevant de sa compétence;
- 2° lors d'un témoignage en justice en matière pénale;
- 3° pour dénoncer des infractions pénales aux autorités judiciaires;

4° dans le cadre de recours administratifs ou juridictionnels contre les actes ou décisions de la CBF et dans toute autre instance à laquelle la CBF est partie;

5° dans les limites des directives européennes, aux autorités compétentes d'autres Etats membres de l'Espace économique européen qui exercent une ou plusieurs compétences comparables à celles du Conseil d'agrément;

6° dans le respect des directives européennes, aux autorités compétentes d'Etats tiers qui exercent une ou plusieurs compétences comparables à celles du Conseil d'agrément, et avec lesquelles il a conclu un accord de coopération prévoyant un échange d'informations.

§ 3. Le Conseil d'agrément ne peut communiquer des informations confidentielles en vertu du § 2 qu'à condition qu'elles soient destinées à l'accomplissement des missions des autorités ou organismes qui en sont les destinataires et que les informations soient dans leur chef couvertes par un devoir de secret professionnel équivalent.

§ 4. Le Conseil d'agrément peut faire usage des informations confidentielles visées au § 1^{er}, pour l'accomplissement de l'ensemble de ses missions.

CHAPITRE III. — *Du budget*

Art. 11. Les recettes du Conseil d'agrément sont constituées notamment par :

1. Les cotisations des agents de change;
2. Les revenus et produits divers de son patrimoine;
3. Les subsides, legs et donations.

Art. 12. Chaque année, le Conseil d'agrément soumet à l'assemblée générale :

1. L'inventaire des valeurs actives et passives du Conseil d'agrément au 31 décembre précédent;
2. Le relevé des recettes et dépenses de l'exercice arrêté au 31 décembre précédent;
3. Le budget pour le nouvel exercice;
4. Le rapport du ou des commissaire(s).

L'inventaire et les comptes doivent, au préalable, avoir été vérifiés par un ou plusieurs commissaire(s), agent(s) de change, désigné(s) à cette fin par l'assemblée générale en dehors des membres du Conseil d'agrément, pour un an, et rééligible(s) deux fois consécutivement. Leur mandat est rémunéré. Le montant de cette rémunération est fixé par l'assemblée générale.

CHAPITRE IV. — *Contrôle*

Art. 13. § 1^{er}. Le Conseil d'agrément est soumis au contrôle du Ministre des Finances. Ce contrôle s'exerce dans les conditions prévues par le présent article, à l'intervention d'un commissaire du gouvernement nommé par le Ministre des Finances.

Le commissaire du gouvernement veille à l'application des lois et règlements et au fonctionnement du Conseil d'agrément conformément à l'intérêt général. Il a le droit d'assister, avec voix consultative, aux réunions de l'assemblée générale et du Conseil d'agrément. Il peut soumettre à leur délibération toute question qui relève de leur compétence.

Le commissaire du gouvernement peut prendre, dans un délai de quatre jours francs à dater du moment où il en a eu connaissance, recours auprès du Ministre des Finances contre l'exécution de toute décision du Conseil d'agrément qu'il estime contraire aux lois et règlements, ou à l'intérêt général.

Ce recours est suspensif.

Si, dans un délai de dix jours francs commençant le même jour que le délai fixé ci-dessus, le ministre n'a pas notifié au Conseil d'agrément l'annulation de la décision suspendue, le recours est censé rejeté.

Par décision du ministre notifiée au Conseil d'agrément, ce délai peut être augmenté de dix jours francs.

Le commissaire du gouvernement a les pouvoirs les plus étendus pour l'accomplissement de sa mission.

§ 2. Onverminderd de eerste paragraaf, mag de Erkenningsraad vertrouwelijke informatie meedelen :

- 1° aan de CBF, voor de gebieden die tot haar bevoegdheid behoren;
- 2° tijdens een getuigenis in rechte in strafzaken;
- 3° voor de aangifte van strafrechtelijke misdrijven bij de gerechtelijke autoriteiten;

4° in het kader van administratieve of gerechtelijke beroepsprocedures tegen de handelingen of beslissingen van de CBF en in elk ander rechtsgeding waarbij de CBF partij is;

5° binnen de grenzen van de Europese richtlijnen, aan de bevoegde autoriteiten van andere lid-Statens van de Europese Economische Ruimte die één of meer bevoegdheden uitoefenen die vergelijkbaar zijn met die van de Erkenningsraad;

6° met inachtneming van de Europese richtlijnen, aan de bevoegde autoriteiten van derde Statens die één of meer bevoegdheden uitoefenen die vergelijkbaar zijn met die van de Erkenningsraad en waarmee hij een samenwerkingsovereenkomst voor de uitwisseling van informatie heeft gesloten.

§ 3. De Erkenningsraad mag enkel vertrouwelijke informatie overeenkomstig § 2 meedelen op voorwaarde dat de autoriteiten of instellingen die er de geadresseerde van zijn, die informatie gebruiken voor de uitvoering van hun opdrachten, en dat zij, wat die informatie betreft, aan een gelijkwaardig beroepsgeheim gebonden zijn.

§ 4. De Erkenningsraad mag de vertrouwelijke informatie als bedoeld in § 1, gebruiken voor de uitvoering van al zijn opdrachten.

HOOFDSTUK III. — *De begroting*

Art. 11. De ontvangsten van de Erkenningsraad zijn samengesteld uit :

1. De bijdragen van de effectenmakelaars;
2. De ontvangsten en diverse opbrengsten van zijn patrimonium;
3. De subsidies, legaten en schenkingen.

Art. 12. Elk jaar legt de Erkenningsraad de algemene vergadering volgende stukken voor :

1. De inventaris van de activa en passiva van de Erkenningsraad tot en met de 31 december, laatstleden;
2. Het overzicht van de inkomsten en uitgaven van het aanslagjaar beëindigd op 31 december, laatstleden;
3. De begroting voor het nieuwe aanslagjaar;
4. Het verslag van de commissaris(sen).

De inventaris en de rekeningen moeten, voorafgaand, nagezien zijn geweest door een of meerdere commissaris(sen), effectenmakelaar(s), aangeduid voor dit doel, door de algemene vergadering, de leden van de Erkenningsraad uitgesloten, voor één jaar, en tweemaal na elkaar verlengbaar. Het is mandaat bezoldigd. Het bedrag van deze bezoldiging wordt door de algemene vergadering vastgelegd.

HOOFDSTUK IV. — *Controle*

Art. 13. § 1. De Erkenningsraad is onderworpen aan de controle van de Minister van Financiën. Onder de voorwaarden bepaald in dit artikel wordt deze controle uitgeoefend door toedoen van een regeringscommissaris benoemd door de Minister van Financiën.

De regeringscommissaris ziet toe op de naleving van de wetten en reglementen en op de werking van de Erkenningsraad overeenkomstig het algemeen belang. Hij heeft het recht de vergaderingen van de algemene vergadering en van de Erkenningsraad bij te wonen met raadgevende stem. Hij mag elk probleem dat tot hun bevoegdheid behoort, ter beraadslaging voorleggen.

De regeringscommissaris mag binnen een termijn van vier vrije dagen vanaf het ogenblik waarop hij ervan kennis heeft, hoger beroep instellen bij de Minister van Financiën tegen de uitvoering van elke beslissing van de Erkenningsraad die hij strijdig acht met de wetten en reglementen, of het algemeen belang.

Dat beroep heeft schorsende werking.

Indien, binnen een termijn van tien vrije dagen die begint op dezelfde dag als de hierboven bepaalde termijn, de minister de Erkenningsraad niet heeft laten weten dat de geschorste beslissing is vernietigd, wordt het beroep geacht te zijn verworpen.

Bij beslissing van de minister die wordt ter kennis gebracht van de Erkenningsraad, mag die termijn worden verlengd met tien vrije dagen.

De regeringscommissaris heeft de ruimste bevoegdheden om zijn opdracht te vervullen.

§ 2. Le Ministre des Finances détermine les règles en matière de secret professionnel qui sont applicables au commissaire du gouvernement.

Le Ministre des Finances peut autoriser le commissaire du gouvernement à informer toute autorité de toute question qui relève de la compétence de celle-ci.

§ 3. Le Ministre des Finances fixe la rémunération du commissaire du gouvernement.

CHAPITRE V. — *Du titre d'agent de change : octroi - interruption de carrière - démission*

Section 1^{re}. — Les conditions pour l'obtention du titre

Art. 14. Le titre d'agent de change est décerné aux conditions suivantes par le Conseil d'agrément :

1° avoir subi avec succès un examen scientifique visé aux articles 15 à 18;

2° avoir exercé pendant trois années au moins de façon ininterrompue, sans que cette période ne précède de plus deux ans la date de l'examen professionnel visé au 3°, l'activité professionnelle visée à l'article 19 en matière de transaction, de conseil ou de gestion portant sur des instruments financiers négociés sur des marchés financiers réglementés belges ou étrangers;

3° avoir subi avec succès un examen professionnel visé aux articles 20 à 23;

4° sous peine de perdre le bénéfice de la réussite de l'examen professionnel visé au 3°, exercer l'activité professionnelle visée à l'article 19, dans un délai maximum de trois ans après la fin de la période d'activité visée au 2°;

5° avoir reçu l'avis favorable du Conseil d'agrément après l'accomplissement de toutes les formalités requises par le présent règlement;

6° payer annuellement sa cotisation au Conseil d'agrément des agents de change.

Sous-section 1^{re}. — De l'examen scientifique

Art. 15. L'examen scientifique visé à l'article 13, 1°, comprend une épreuve écrite et une épreuve orale. Les modalités en sont détaillées dans le règlement de l'examen, arrêté par le Conseil d'agrément.

L'épreuve écrite comporte une composition dont le sujet relève du domaine de l'économie politique ou financière; cette épreuve est éliminatoire.

L'épreuve orale englobe les matières suivantes :

1. économie politique;
2. analyse financière;
3. droit civil;
4. droit commercial;
5. droit fiscal;
6. comptabilité.

Art. 16. Les porteurs d'un des diplômes suivants peuvent bénéficier d'une dispense de l'examen scientifique visé à l'article 15, pour une ou plusieurs matière(s) répondant au programme dudit examen :

1° diplôme d'un grade légal ou non légal visé par la loi du 11 septembre 1933 sur la protection des titres d'enseignement supérieur, délivré après quatre années d'études au moins;

2° diplôme de formation académique du deuxième cycle visé par le décret de la Communauté flamande du 12 juin 1991 relatif aux universités dans la Communauté flamande;

3° diplôme de formation de niveau académique du deuxième cycle visé par le décret de la Communauté flamande du 23 octobre 1991 relatif aux instituts supérieurs dans la Communauté flamande;

4° diplôme ou certificat reconnu équivalent par la voie ou en vertu d'une loi, d'un décret, d'une directive européenne ou d'une convention internationale.

§ 2. De Minister van Financiën bepaalt de regels die op de regeringscommissaris van toepassing zijn inzake het beroepsgeheim.

De Minister van Financiën kan de regeringscommissaris toelaten elke autoriteit op de hoogte te brengen van elke aangelegenheid die tot de bevoegdheid van deze behoort.

§ 3. De Minister van Financiën bepaalt de beloning van de regeringscommissaris.

HOOFDSTUK V. — *De titel van effectenmakelaar : toekenning - loopbaanonderbreking - ontslag*

Afdeling 1. — Voorwaarden voor het bekomen van de titel

Art. 14. De titel van effectenmakelaar wordt onder de volgende voorwaarden verleend door de Erkenningsraad :

1° met succes hebben deelgenomen aan het in de artikelen 15 tot 18 voorziene wetenschappelijk examen;

2° gedurende ten minste drie jaar ononderbroken, zonder dat deze periode met meer dan twee jaar de datum van het in 3° beoogde beroepsexamen voorafgaat, de beroepsactiviteit, voorzien in het artikel 19, te hebben uitgeoefend in verband met transactie, advies of beheer inzake financiële instrumenten welke op Belgische of buitenlandse geregelde financiële markten worden verhandeld;

3° met succes hebben deelgenomen aan een beroepsexamen voorzien in de artikelen 20 tot 23;

4° op gevaar af het voordeel van de succesvolle deelneming aan het in 3° beoogde beroepsexamen te verliezen, de in artikel 19 beoogde beroepsactiviteit binnen een maximum termijn van drie jaar na het aflopen van het in 2° beoogde activiteitsperiode, uit te oefenen;

5° een gunstig advies gekregen hebben van de Erkenningsraad na alle formaliteiten vervuld te hebben die door het huidige reglement vereist zijn;

6° jaarlijks zijn/haar bijdrage aan de Erkenningsraad voor effectenmakelaars betalen.

Onderafdeling 1. — Het wetenschappelijk examen

Art. 15. Het in artikel 13, 1°, bedoelde wetenschappelijk examen omvat een schriftelijke en een mondelinge proef. De modaliteiten ervan zijn gedetailleerd in het door de Erkenningsraad vastgestelde examenreglement.

Het schriftelijk examen omvat een verhandeling waarvan het onderwerp is ontleend aan de politieke of financiële economie; deze proef is eliminerend.

De mondelinge proef omvat de volgende vakken :

1. politieke economie;
2. financiële analyse;
3. burgerlijk recht;
4. handelsrecht;
5. fiscaal recht;
6. boekhouding.

Art. 16. Aan de houders van één van de volgende diploma's wordt vrijstelling verleend van het wetenschappelijk examen bedoeld in artikel 15, voor één of meer vak(ken) die beantwoorden aan het programma van dit examen :

1° diploma van een al dan niet wettelijke graad beoogd door de wet van 11 september 1933 op de bescherming der titels van hoger onderwijs, dat na ten minste vier studiejaren is uitgereikt;

2° diploma van een academische opleiding van de tweede cyclus beoogd door het decreet van de Vlaamse Gemeenschap van 12 juni 1991 betreffende de universiteiten in de Vlaamse Gemeenschap;

3° diploma van een opleiding van academisch niveau van de tweede cyclus beoogd door het decreet van de Vlaamse Gemeenschap van 23 oktober 1991 betreffende de hogescholen in de Vlaamse Gemeenschap;

4° diploma of getuigschrift dat bij of krachtens een wet, decreet, Europese Richtlijn of internationale overeenkomst als gelijkwaardig wordt erkend.

Les dispenses visées à l'alinéa premier sont exclusivement délivrées pour les matières qui figurent sur les diplômes énumérés à l'alinéa premier ou sur l'un des diplômes suivants, dont la personne demandant la dispense est également porteuse, et auquel le diplôme visé à l'alinéa premier fait suite :

1° diplôme d'un grade légal ou non légal visé par la loi du 11 septembre 1933 sur la protection des titres d'enseignement supérieur, délivré après deux années d'études au moins;

2° diplôme de formation académique du premier cycle visé par le décret de la Communauté flamande du 12 juin 1991 relatif aux universités dans la Communauté flamande;

3° diplôme de formation de niveau académique du premier cycle visé par le décret de la Communauté flamande du 23 octobre 1991 relatif aux instituts supérieurs dans la Communauté flamande;

4° diplôme ou certificat reconnu équivalent par la voie ou en vertu d'une loi, d'un décret, d'une directive européenne ou d'une convention internationale.

Art. 17. Le Conseil d'agrément compose le jury de l'examen scientifique. Celui-ci est présidé par le commissaire du gouvernement près le Conseil d'agrément et est composé de professeurs d'université, de professeurs d'établissements supérieurs qui professent ou ont professé les matières énoncées à l'article précédent, et de deux agents de change.

Art. 18. Les épreuves de l'examen scientifique se déroulent dans le courant du mois de novembre de chaque année, au lieu et aux dates fixés par le Conseil d'agrément.

Les inscriptions sont reçues du 1^{er} au 30 septembre inclus, par le président du Conseil d'agrément ou par la personne qu'il désigne, moyennant le paiement au secrétariat d'un droit d'inscription, dont le Conseil fixe le montant.

Au moment de son inscription, le candidat indique la langue nationale dans laquelle il désire présenter l'examen.

Sous-section 2. — De l'activité professionnelle requise

Art. 19. § 1^{er}. L'activité professionnelle dont mention à l'article 14, 2°, doit être exercée à un niveau de cadre supérieur ou de conseiller de la direction auprès d'une entreprise d'investissement, d'un établissement de crédit ou auprès d'une société d'agents délégués d'une entreprise d'investissement ou d'un établissement de crédit ou auprès d'une entreprise de marché réglementé ou d'une organisation professionnelle en relation avec les membres d'un marché réglementé.

§ 2. L'agent de change est tenu d'aviser spontanément le Conseil d'agrément de tout changement dans son activité professionnelle, tant en Belgique qu'à l'étranger.

Cette notification se fera dans les quinze jours par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception.

Sous-section 3. — De l'examen professionnel

Art. 20. L'examen professionnel visé à l'article 14, 3°, est organisé deux fois par an aux dates fixées par le Conseil d'agrément au début de chaque année.

Le candidat ne peut pas se présenter plus de quatre fois. Les modalités en sont détaillées dans le règlement de l'examen arrêté par le Conseil d'agrément.

L'examen professionnel porte sur les matières suivantes :

1° les lois et les règlements relatifs aux marchés réglementés opérant en Belgique;

2° la connaissance pratique du métier;

3° la déontologie;

4° le paysage financier belge et européen.

Art. 21. Le Conseil d'agrément compose le jury de l'examen professionnel. Celui-ci est présidé par le président du Conseil d'agrément et est composé en outre de quatre agents de change maximum, membres ou non du Conseil d'agrément.

Le commissaire du gouvernement peut en faire partie.

Art. 22. § 1^{er}. Sans préjudice de ce qui est prévu au § 2, le Conseil d'agrément décerne le titre d'agent de change aux candidats possédant une qualification au sens de l'article 3 de la Directive 89/48/CEE du Conseil européen du 21 décembre 1988 relative à un système général de reconnaissance des diplômes d'enseignement supérieur qui sanctionnent des formations professionnelles d'une durée minimale de trois

De in het eerste lid bedoelde vrijstelling wordt uitsluitend verleend voor de vakken die voorkomen op de in het eerste lid bedoelde diploma's of op één van de volgende diploma's waarvan de persoon die om de vrijstelling verzoekt eveneens houder is en waarop zijn in het eerste lid bedoelde diploma aansluit :

1° diploma van een al dan niet wettelijke graad beoogd door de wet van 11 september 1933 op de bescherming der titels van hoger onderwijs, dat na ten minste twee studiejaren is uitgereikt;

2° diploma van een academische opleiding van de eerste cyclus beoogd door het decreet van de Vlaamse Gemeenschap van 12 juni 1991 betreffende de universiteiten in de Vlaamse Gemeenschap;

3° diploma van een opleiding van academisch niveau van de eerste cyclus beoogd door het decreet van de Vlaamse Gemeenschap van 23 oktober 1991 betreffende de hogescholen in de Vlaamse Gemeenschap;

4° diploma of getuigschrift dat bij of krachtens een wet, decreet, Europese richtlijn of internationale overeenkomst als gelijkwaardig wordt erkend.

Art. 17. De Erkenningsraad stelt de jury samen voor het wetenschappelijk examen. De jury wordt voorgezeten door de regeringscommissaris bij de Erkenningsraad en is samengesteld uit universiteitshoogleraren en hoogleraren van hogescholen die de in voorgaand artikel bedoelde vakken doceren of hebben gedoceerd, alsook uit twee effectenmakelaars.

Art. 18. De proeven van het wetenschappelijk examen vinden elk jaar plaats in de loop van de maand november, op de plaats en data die de Erkenningsraad vaststelt.

De inschrijvingen worden van 1 tot en met 30 september ontvangen door de voorzitter van de Erkenningsraad of door de persoon die hij aanwijst, tegen betaling aan het secretariaat van het inschrijvingsrecht, waarvan de Raad het bedrag vaststelt.

Bij zijn inschrijving vermeldt de kandidaat in welke landstaal hij het examen wenst af te leggen.

Onderafdeling 2. — De vereiste beroepsactiviteit

Art. 19. § 1. De in artikel 14, 2°, bedoelde beroepsactiviteit moet worden uitgeoefend op hoog kader niveau of raadgever van de directie bij een beleggingsonderneming, een kredietinstelling, of bij een vennootschap van afgevaardigde agenten van een beleggingsonderneming of een kredietinstelling of bij een onderneming van gereglementeerde markt of van een beroepsorganisatie verbonden met de leden van een gereglementeerde markt.

§ 2. De effectenmakelaar is verplicht aan de Erkenningsraad spontaan kennis te geven van elk verandering in zijn beroepsactiviteit, zowel in België als in het buitenland.

Deze kennisgeving zal worden gedaan binnen vijftien dagen met een bij de post aangetekende brief met ontvangstbewijs.

Onderafdeling 3. — Het beroepsexamen

Art. 20. Het in artikel 14, 3°, bedoelde beroepsexamen wordt tweemaal per jaar georganiseerd op de door de Erkenningsraad, in het begin van het jaar, vastgestelde data.

De kandidaat mag zich niet meer dan vier keer aanmelden. De modaliteiten ervan zijn gedetailleerd in het door de Erkenningsraad vastgestelde examenreglement.

Het beroepsexamen gaat over de volgende materies :

1° de wetten en de reglementen met betrekking tot de gereglementeerde markten werkzaam in België;

2° de praktische kennis van het beroep;

3° de deontologie;

4° het Belgisch en Europees financieel landschap.

Art. 21. De Erkenningsraad stelt de jury voor het beroepsexamen samen. Deze wordt voorgezeten door de voorzitter van de Erkenningsraad en is samengesteld uit maximaal vier effectenmakelaars, al dan niet lid van de Erkenningsraad.

De regeringscommissaris mag er deel van uitmaken.

Art. 22. § 1. Onverminderd § 2, verleent de Erkenningsraad de titel van effectenmakelaar aan de kandidaten die beschikken over een hoedanigheid in de zin van artikel 3 van de Richtlijn 89/48/EEG van de Europese Raad van 21 december 1988 betreffende een algemeen stelsel van erkenning van diploma's van het hoger onderwijs uitgereikt voor een beroepsopleiding van ten minste drie jaar aangevuld door de

ans, complétée par la Directive 92/51/CEE du Conseil européen du 18 juin 1992 relative à un deuxième système général de reconnaissance des formations professionnelles :

1° soit s'ils sont porteurs d'un diplôme au sens de l'article 1^{er}, a), de la directive précitée, qui est prescrit par un Etat membre de l'Union européenne autre que la Belgique pour accéder à la profession d'agent de change sur son territoire ou l'y exercer et qui a été obtenu dans un Etat membre;

2° soit s'ils prouvent :

a) avoir exercé à temps plein la profession d'agent de change pendant deux années au cours des dix années précédentes, dans un autre Etat membre de l'Union européenne qui ne réglemente pas la profession d'agent de change;

b) être en possession d'un ou plusieurs titres de formation, au sens de l'article 3, b), de la directive susmentionnée.

§ 2. Le Conseil d'agrément peut imposer aux candidats, à leur choix, soit d'accomplir un stage d'adaptation pendant trois ans au plus, soit de se soumettre à une épreuve d'aptitude :

1° lorsque la formation qu'ils ont reçue, au sens de l'article 3, a) et b), de la directive susmentionnée, porte sur des matières substantiellement différentes de celles couvertes par les diplômes requis en Belgique, ou

2° lorsqu'ils se trouvent dans la situation prévue à l'article 3, a) de la directive susmentionnée, et qu'une ou plusieurs des activités qu'ils exerceront en Belgique en qualité d'agent de change, n'existe(nt) pas dans la profession d'agent de change dans l'Etat membre dont ils proviennent et que cette différence est caractérisée par une formation spécifique qui est requise en Belgique et qui porte sur des matières substantiellement différentes de celles couvertes par le ou les diplôme(s) dont les candidats font état, ou

3° lorsqu'ils se trouvent dans la situation prévue à l'article 3, b), de la directive susmentionnée et que la ou les activité(s) professionnelle(s) réglementée(s) qu'ils exerceront en Belgique en qualité d'agent de change n'existe(nt) pas dans la profession d'agent de change exercée dans l'Etat membre dont ils proviennent, et que cette différence est caractérisée par une formation spécifique qui est requise en Belgique, et qui porte sur des matières substantiellement différentes de celles couvertes par le ou les diplôme(s) dont les candidats font état.

§ 3. Le Conseil d'agrément est habilité à établir, en collaboration avec des autorités analogues d'autres Etats membres de l'Union européenne, un ensemble de critères de qualification professionnelle attestant d'un niveau de compétence adéquat en vue de l'exercice des activités visées à l'article 19, permettant le port du titre d'agent de change.

§ 4. Les décisions du Conseil d'agrément visées aux §§ 1^{er} et 2, doivent intervenir au plus tard dans les quatre mois qui suivent la présentation du dossier complet du candidat.

§ 5. Les conditions d'obtention du titre d'agent de change prévues à l'article 22, §§ 1^{er} à 3, peuvent être adaptées par le Ministre des Finances, sur proposition du Conseil d'agrément, pour tenir compte des dispositions de droit communautaire nouvelles, relatives à la reconnaissance des qualifications professionnelles.

Art. 23. Le droit d'inscription pour l'examen professionnel est fixé par le Conseil d'agrément. Il est versé à son secrétariat au moment de l'inscription. Celle-ci est clôturée au plus tard quinze jours avant la date de l'examen.

Les demandes doivent être adressées, par lettre recommandée à la poste ou par lettre avec accusé de réception, au président du Conseil d'agrément ou à la personne qu'il désigne.

Richtlijn 92/51/EEG van de Europese Raad van 18 juni 1992 betreffende een tweede algemeen stelsel tot erkenning van beroepsopleidingen :

1° ofwel indien ze in het bezit zijn van een diploma in de zin van artikel 1, a), van de hoger aangehaalde richtlijn dat door een andere lid-Staat van de Europese Unie dan België wordt opgelegd voor de toegang tot het beroep van effectenmakelaar op zijn grondgebied of de uitoefening op het grondgebied van het beroep en dat werd bekomen in een lid-Staat;

2° ofwel indien zij bewijzen :

a) dat zij voltijds in de loop van de laatste tien jaren, het beroep van effectenmakelaar gedurende twee jaar hebben uitgeoefend in een andere lid-Staat van de Europese Unie waar geen reglementering van het beroep van effectenmakelaar bestaat;

b) in het bezit zijn van één of meer opleidingstitels, in de zin van artikel 3, b), van de hoger aangehaalde richtlijn.

§ 2. De Erkenningsraad kan de kandidaten verplichten naar hun keuze, ofwel tot het lopen van een aanpassingsstage van ten hoogste drie jaar, ofwel tot het afleggen van een bekwaamheidsexamen :

1° wanneer de door hen genoten opleiding, in de zin van artikel 3, a) en b), van de hoger aangehaalde richtlijn, betrekking heeft op vakgebieden die wezenlijk verschillen van de vakgebieden die de in België vereiste diploma's bestrijken, of

2° wanneer ze zich in de toestand bevinden bedoeld in artikel 3, a), van de hoger aangehaalde richtlijn en dat één of meer activiteit(en) die ze in België zullen uitoefenen in de hoedanigheid van effectenmakelaar niet bestaat(n) in het beroep van effectenmakelaar in de lid-Staat waarvan zij afkomstig zijn, en dit verschil wordt gekenmerkt door een in België specifiek vereiste opleiding die betrekking heeft op vakgebieden die wezenlijk verschillen van de vakgebieden bestreken door het of de diploma(s) die de kandidaten voorleggen, of

3° wanneer ze zich in de toestand bevinden bedoeld in artikel 3, b), van de hoger aangehaalde richtlijn en de gereglementeerde beroepsactiviteit(en) die ze in België zullen uitoefenen in de hoedanigheid van effectenmakelaar niet bestaat(n) in het beroep van effectenmakelaar uitgeoefend in de lid-Staat waarvan ze afkomstig zijn, en dit verschil wordt gekenmerkt door een in België specifiek vereiste opleiding die betrekking heeft op vakgebieden die wezenlijk verschillen van de vakgebieden bestreken door het of de diploma(s) die de kandidaten voorleggen.

§ 3. De Erkenningsraad is bevoegd, in samenwerking met overeenkomstige autoriteiten van andere lid-Staten van de Europese Unie, een geheel van criteria van beroepshoedanigheid te bepalen die van een adequaat bevoegdheidsniveau getuigen met het oog op de uitoefening van de activiteiten bedoeld in artikel 19, en die het mogelijk maken de titel van effectenmakelaar te dragen.

§ 4. De beslissingen van de Erkenningsraad bedoeld in de §§ 1 en 2 moeten genomen worden uiterlijk vier maanden na de indiening van het volledige dossier van de kandidaat.

§ 5. De voorwaarden voor het bekomen van de titel van effectenmakelaar die in artikel 22, §§ 1 tot 3, voorzien zijn, mogen door de Minister van Financiën, op voorstel van de Erkenningsraad, aangepast worden, om met de nieuwe communautaire rechtsbepalingen betreffende de erkenning van de beroepshoedanigheid rekening te houden.

Art. 23. Het bedrag van het inschrijvingsrecht voor het bovenbedoelde examen wordt door de Erkenningsraad bepaald. Het wordt gestort aan zijn secretariaat op het ogenblik van de inschrijving. Deze wordt ten laatste gesloten vijftien dagen voor de dag van het examen.

De aanvragen moeten, met een bij de post aangetekende brief of brief met ontvangstbewijs, gericht worden aan de voorzitter van de Erkenningsraad of aan de persoon die hij aanwijst.

Sous-section 4. — De la procédure d'agrément

Art. 24. Un dossier comprenant les documents suivants doit être constitué par le candidat et remis au secrétariat préalablement à la demande d'agrément :

- un extrait d'acte de naissance;
- un certificat de bonnes vie et mœurs;
- quatre photos;
- l'attestation de la réussite de l'examen scientifique ou de sa dispense totale ou partielle;
- l'attestation fournie par l'employeur des prestations de l'activité professionnelle au niveau requis, telle que visée à l'article 14, 2°, du présent règlement;
- l'attestation de la réussite de l'examen professionnel tel que visé à l'article 14, 3°, du présent règlement.

Art. 25. Le Conseil d'agrément fait part du nom du candidat à tous les agents de change par lettre circulaire ou par tout autre moyen de communication que le Conseil d'agrément estime utile.

Les agents de change ont le droit de formuler leur opposition à la nomination du candidat comme agent de change dans les quinze jours de la communication. Cette opposition, qui doit être motivée, est examinée par le Conseil d'agrément après audition du candidat.

Section 2. — Conditions de maintien du titre

Art. 26. Le maintien du titre d'agent de change est subordonné aux conditions énoncées aux articles 14 et 19 du présent règlement ainsi qu'à l'obligation de porter le titre avec honneur.

Section 3. — Interruption de carrière

Art. 27. En cas d'interruption de l'activité professionnelle visée aux articles 14, 2°, et 19 du présent règlement, l'agent de change doit en aviser d'initiative le Conseil d'agrément dès la date de cessation d'activité, par lettre recommandée à la poste. Pendant cette période d'interruption, il ne peut porter le titre d'agent de change.

Cette interruption de carrière ne peut excéder cinq ans.

L'agent de change qui désire mettre fin à l'interruption de carrière en avisera le Conseil d'agrément par lettre recommandée à la poste. Si cette demande intervient après trois ans d'interruption, il devra présenter avec succès un nouvel examen professionnel.

Après cinq ans, s'il n'introduit pas une demande de renonciation à l'interruption de carrière, il sera réputé démissionnaire.

L'agent de change qui est en interruption de carrière est habilité à payer pendant la durée de l'interruption, la moitié de la cotisation annuelle.

Section 4. — La démission

Art. 28. L'agent de change qui renonce à porter son titre, est tenu de présenter sa démission au Conseil d'agrément qui statue.

Dès le moment où sa démission est acceptée, le démissionnaire n'a plus le droit de porter le titre d'agent de change.

CHAPITRE VI. — Des sanctions disciplinaires

Art. 29. Le Conseil d'agrément agit soit d'office soit sur plainte de toute partie intéressée.

Art. 30. Le Conseil d'agrément peut infliger les sanctions disciplinaires suivantes :

- l'avertissement;
- la réprimande;
- la suspension pour maximum quatre ans et onze mois;
- le retrait.

Onderafdeling 4. — De erkenningprocedure

Art. 24. Een dossier moet door de kandidaat worden samengesteld en overgemaakt aan het secretariaat voorafgaand aan de aanvraag tot erkenning, omvattende de volgende documenten :

- een afschrift van de geboorteakte;
- een bewijs van goed gedrag en zeden;
- vier foto's;
- het bewijs van het slagen voor het wetenschappelijk examen of van de volledige of gedeeltelijke vrijstelling;
- een bewijs opgemaakt door de werkgever, van prestaties van de beroepsactiviteit op het vereist niveau, zoals bepaald in artikel 14, 2°, van het huidige reglement;
- het bewijs van het slagen voor het beroepsexamen zoals bepaald in artikel 14, 3°, van het huidige reglement.

Art. 25. De Erkenningsraad maakt de naam van de kandidaat bekend aan alle effectenmakelaars door middel van een rondschriven of elk ander communicatiemiddel dat hij nuttig acht.

De effectenmakelaars hebben het recht om binnen de vijftien dagen vanaf de bekendmaking hun bezwaar tegen de benoeming van de kandidaat, als effectenmakelaar, in te dienen. Dit bezwaar, welk gemotiveerd moet zijn, wordt door de Erkenningsraad onderzocht na de kandidaat gehoord te hebben.

Afdeling 2. — Voorwaarden voor het behoud van de titel

Art. 26. Het behoud van de titel van effectenmakelaar is onderworpen aan de voorwaarden die in de artikelen 14 en 19 van het huidige reglement worden opgesomd en aan de verplichting de titel op eerbare wijze te dragen.

Afdeling 3. — Loopbaanonderbreking

Art. 27. In geval van het onderbreken van de beroepsactiviteit bedoeld in de artikelen 14, 2°, en 19 van het huidige reglement, moet de effectenmakelaar de Erkenningsraad van zijn initiatief berichten vanaf de datum van het ophouden van de activiteit, met een bij de post aangetekende brief. Gedurende deze periode van onderbreking mag hij niet de titel van effectenmakelaar dragen.

Deze loopbaanonderbreking mag de vijf jaren niet overschrijden.

De effectenmakelaar die beslist zijn loopbaanonderbreking te beëindigen, deelt dit mee aan de Erkenningsraad met een bij de post aangetekende brief. Indien deze vraag gebeurt na drie jaar onderbreking, moet hij met succes een nieuw beroepsexamen afleggen.

Indien hij, na vijf jaar, geen aanvraag om te verzaken van zijn loopbaanonderbreking heeft ingediend, zal hij geacht worden ontslagnemend te zijn.

De effectenmakelaar in loopbaanonderbreking, is gerechtigd om gedurende zijn periode van onderbreking, de helft van de jaarlijkse bijdrage te betalen.

Afdeling 4. — Het ontslag

Art. 28. De effectenmakelaar die aan het dragen van zijn titel verzaakt, is verplicht zijn ontslag in te dienen bij de Erkenningsraad die uitspraak doet.

Zodra het ontslag aanvaard wordt, mag de ontslagnemende effectenmakelaar de titel niet meer dragen.

HOOFDSTUK VI. — De disciplinaire sancties

Art. 29. De Erkenningsraad handelt ambtshalve of op basis van een klacht van een begunstigde partij.

Art. 30. De Erkenningsraad mag de volgende disciplinaire sancties opleggen :

- de waarschuwing;
- de berisping;
- de schorsing voor maximum vier jaar en elf maanden;
- de intrekking.

La suspension emporte l'interdiction de porter le titre d'agent de change pour la durée prévue par la sanction. Elle emporte l'interdiction de participer aux délibérations des assemblées générales et à l'élection du Conseil d'agrément pour la durée prévue par la sanction.

Art. 31. § 1^{er}. Les sanctions disciplinaires visées à l'article 30 peuvent être infligées par le Conseil d'agrément en cas de non-respect du présent règlement.

§ 2. Aucune sanction disciplinaire ne peut être infligée sans que l'agent de change ou son représentant ait été entendu ou, tout au moins, qu'il ait été régulièrement convoqué par lettre recommandée à la poste ou par lettre avec accusé de réception. L'intéressé peut se faire assister par un agent de change ou un avocat.

§ 3. Les sanctions disciplinaires sont portées à la connaissance de l'intéressé par lettre recommandée à la poste ou par lettre avec accusé de réception et communiquées au commissaire du gouvernement et à tous les agents de change. La décision de suspension ou de retrait est communiquée à la CBF. Elle sera publiée par tous les moyens que le Conseil juge adéquats.

§ 4. La suspension et le retrait produisent leurs effets à la date à laquelle les faits qui sont à l'origine de la mesure ont été établis.

§ 5. L'agent de change qui a fait l'objet de la procédure de suspension est tenu, sous peine de retrait, de payer la totalité de sa cotisation au Conseil d'agrément.

Art. 32. Le Conseil d'agrément dénonce à l'autorité judiciaire tout port illégal du titre qu'il constaterait.

CHAPITRE VII. — *Le titre d'agent de change honoraire*

Art. 33. Le Conseil d'agrément peut conférer le titre d'agent de change honoraire, à leur demande, aux personnes qui ont porté avec honneur le titre d'agent de change, pendant vingt années au moins, consécutives ou non, et qui ont démissionné, conformément à l'article 28, et qui ont arrêté leur activité d'agent de change.

Art. 34. § 1^{er}. Les demandes relatives à l'honorariat doivent être adressées par écrit au président du Conseil d'agrément au plus tard dans les six mois suivant la démission.

§ 2. Les agents de change honoraires peuvent à tout moment renoncer à porter leur titre. Dans ce cas, ils informent par lettre recommandée à la poste le président du Conseil d'agrément.

Art. 35. § 1^{er}. Le titre d'agent de change honoraire peut être suspendu ou, le cas échéant, retiré par le Conseil d'agrément, lorsque l'intéressé ne remplit plus les conditions d'honorabilité fixées à l'article 26, ni les conditions de non-activité fixées à l'article 33.

§ 2. La procédure visée à l'article 31, §§ 1^{er} à 4 est d'application.

§ 3. La suspension et le retrait produisent leurs effets à la date à laquelle les faits qui sont à l'origine de la mesure ont été établis.

CHAPITRE VII. — *Le recours*

Art. 36. Un recours peut être exercé à l'encontre des décisions du Conseil d'agrément auprès du Conseil d'Etat.

CHAPITRE VIII. — *Dispositions finales*

Art. 37. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 38. Notre Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 11 juillet 2003.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Finances,
D. REYNDEERS

De schorsing brengt het verbod om de titel van effectenmakelaar te dragen, voor de duur voorzien in de sanctie, met zich mee. Zij brengt het verbod, om deel te nemen aan de beraadslagingen van de algemene vergadering en aan de verkiezing van de Erkenningsraad voor de duur voorzien in de sanctie, met zich mee.

Art. 31. § 1. De disciplinaire sancties voorzien in artikel 30 kunnen door de Erkenningsraad opgelegd worden in geval van niet-naleving van het huidige reglement.

§ 2. Geen enkele disciplinaire sanctie mag opgelegd worden zonder dat de effectenmakelaar of zijn vertegenwoordiger is gehoord, of tenminste regelmatig werd opgeroepen met een bij de post aangetekende brief of een brief met ontvangstbewijs. De betrokkene kan zich laten bijstaan door een effectenmakelaar of een advocaat.

§ 3. De disciplinaire sancties worden met een bij de post aangetekende brief of brief met ontvangstbewijs ter kennis van de betrokkene gebracht en medegedeeld aan de regeringscommissaris en aan alle effectenmakelaars. De beslissing van schorsing of intrekking wordt medegedeeld aan de CBF. Zij zal bekendgemaakt worden op alle manieren welke de Raad passend acht.

§ 4. De schorsing en de intrekking hebben uitwerking vanaf de datum waarop de feiten die aan de oorsprong liggen van de maatregel zijn vastgesteld.

§ 5. De effectenmakelaar die onderwerp is geweest van de schorsingsprocedure is, op straffe van intrekking, gehouden om de totaliteit van zijn bijdrage aan de Erkenningsraad te betalen.

Art. 32. De Erkenningsraad geeft kennis, aan de gerechtelijke autoriteiten, van al het onwettig dragen van de titel welke zij vaststelt.

HOOFDSTUK VII. — *De titel van ere-effectenmakelaar*

Art. 33. De Erkenningsraad kan de titel van ere-effectenmakelaar verlenen, op hun verzoek, aan de personen die eervol de titel van effectenmakelaar hebben gedragen, gedurende ten minste twintig jaar, opeenvolgend of niet, en die ontslag hebben genomen, overeenkomstig artikel 28, en die hun bedrijvigheid van effectenmakelaar stopgezet hebben.

Art. 34. § 1. De aanvragen betreffende het emeritaat moeten aan de hand van een schrijven, ten laatste binnen de zes maanden na zijn ontslag, gericht worden aan de voorzitter van de Erkenningsraad.

§ 2. De ere-effectenmakelaars kunnen op elk ogenblik afzien om hun titel te dragen. In deze gevallen, lichten zij door middel van een bij de post aangetekende brief de voorzitter van de Erkenningsraad hiervan in.

Art. 35. § 1. De titel van ere-effectenmakelaar kan, naargelang het geval, geschorst of ingetrokken worden door de Erkenningsraad, als de geïnteresseerde niet meer voldoet aan de eerbaarheidvoorwaarden vastgelegd in het artikel 26, noch aan de niet-werkzaamheidsvoorwaarden vastgelegd in het artikel 33.

§ 2. De procedure aangaande het artikel 31, §§ 1 tot 4 is van toepassing.

§ 3. De schorsing en de intrekking hebben uitwerking vanaf de datum waarop de feiten, die als oorzaak dienen, werden vastgesteld.

HOOFDSTUK VII. — *Het hoger beroep*

Art. 36. Er kan hoger beroep worden ingesteld tegen de beslissingen van de Erkenningsraad, bij de Raad van State.

HOOFDSTUK VIII. — *Slotbepalingen*

Art. 37. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 38. Onze Minister van Financiën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 11 juli 2003.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Financiën,
D. REYNDEERS